

Le courage de dire non

par Michel Jobert
ancien ministre

Une guerre inutile au nom du droit international, invoqué haut et fort opportunément : qu'est venue faire la France dans cette galère, dans cette logique de guerre à la remorque des Etats-Unis ? Comment la France voit-elle le monde arabe et musulman et quel rôle peut-elle et veut-elle y jouer ?

On pourrait encore beaucoup parler du rôle de la France dans le processus de guerre ; reste la meilleure part : imaginer ce que la France peut faire dans la paix. Je ne parlerai que de la France et de la paix, de l'association de deux superbes colombes. Je ne dirai pas que je suis foncièrement pessimiste, mais je voudrais être réaliste. Nous sommes encore au cœur d'une immense comédie ; on s'est moqué des opinions publiques de façon scientifique et ces malheureuses opinions ne se sont même pas aperçues que, depuis au moins cinquante ans, nous sommes devenus propriété de la désinformation scientifique. Celle-ci existe depuis que les hommes exercent leur talent sur terre. Mais maintenant, on a atteint le stade scientifique avec des moyens considérables. Dès lors qu'on décide de mettre dans la machine à informer, c'est-à-dire à désinformer, (la machine qui lave les cerveaux),

un certain nombre de thèmes pour obtenir un certain résultat, pour aller vers un but que l'on souhaite et selon des chemins que l'on désire, la machine se déclenche.

Simplement, ce qui m'a étonné, s'agissant de la France et de ses commentateurs, c'est que dans cette période de vif engagement, de passions, il fallait s'armer et partir au combat contre Hitler. Hitler est toujours là d'ailleurs. Or, tout le monde dormait et mangeait sa soupe confortablement, c'est qu'il y avait quelque mystérieuse préparation là-dedans. Tous ces commentateurs, dont certains d'ailleurs n'ont pas mon âge — ils sont jeunes, ils sont même souvent officiers de réserve ou même caporaux de réserve, pourquoi pas? — appelaient le pays à se mobiliser et à participer au combat avec des troupes professionnelles. Mais aucun d'entre eux n'a pensé qu'il pouvait s'engager, payer d'exemple. C'était pourtant le minimum qu'ils pouvaient faire, pour montrer qu'ils ne tenaient pas des discours de farceurs. Je suis sûr que le ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement, aurait été ravi de leur donner, sur un créneau supposé particulièrement exposé, la meilleure place pour qu'ils prouvent leur valeur. J'aurais alors mieux apprécié leur dénonciation de malheureux affligés du complexe Waldheim ou du complexe Munich, car ils auraient écrit ces éditoriaux là-bas, où étaient les troupes françaises. Alors j'aurais dit : "C'est bien, voilà des petits Français qui veulent faire la guerre et ils paient d'exemple".

Moi, je ne voulais pas faire la guerre. Je l'ai faite, mais celle-là ne me paraissait pas nécessaire. Car ce que j'ai vu, c'est que les Etats-Unis avaient envie de faire la guerre à l'Irak, et que l'Irak, par sentiment inconsidéré, voulait faire la guerre aux Etats-Unis. C'était leur affaire. Je ne vois pas pourquoi nous nous sommes mêlés de cela, alors que nous n'avions aucune capacité d'interrompre ce processus, on l'a bien vu.

Alors on a mis dans le coup le droit international. Le droit international, c'est une sorte de code de bonne conduite, que l'on oublie le plus souvent. C'est une construction de l'esprit juridique, tout à fait honorable, dans le but tout aussi honorable d'essayer d'encadrer les impulsions des Etats, voire des individus qui composent ces Etats. Le droit international; tout à coup, fut à l'honneur. Mais, là aussi, c'était une farce. On sait maintenant que si le droit international était concerné par cette affaire, il fallait d'abord sauver le malheureux

Koweït de l'égarémeñt de la dynastie qui le dirige et des erreurs de voisinage du Koweït par rapport à l'Irak et demain probablement par rapport à l'Iran, qui revendique le Koweït comme il revendique Bahrein. Il y avait des erreurs de comportement à ne pas commettre, bref, on nous a dit : "Armez-vous, car il faut aller défendre le droit international".

Il y avait deux façons de le défendre : on pouvait croire que les Nations Unies avaient changé de nature et que tout d'un coup elles étaient devenues nos Nations Unies. Non, elles s'étaient alignées sur la position des Etats-Unis, lesquels d'ailleurs se seraient bien passés de recourir à qui que ce soit, comme ils étaient, comme ils s'y étaient déterminés pendant les deux premiers jours de la crise. Puis, ils se sont aperçus de la commodité d'inscrire leur opération, qui était celle de l'impérialisme américain, de l'imperium américain sur une zone importante du monde, sous l'égide des Nations Unies, à condition que M. Perez de Cuellar ne soit pas gênant. Il ne l'a pas été d'ailleurs. Il ne le sera probablement pas demain. Alors, on nous dit : "Embargo" ! Ce pays ne produit que du pétrole, il suffit donc d'attendre et il viendra à résipiscence, avec le temps. C'était oublier que l'Irak se trouve en Orient.

La démarche de la France est devenue, très vite, étrange, comme si elle avait percé la vraie détermination d'attaquer du président Bush dont on sait qu'elle remonte au mois de septembre, avant même que le Président de la République ne fasse son fameux discours-prétexte aux Nations Unies le 24 septembre. Il n'était pas mal ce discours et il aurait été bien meilleur avec un calendrier à l'appui. Cependant, Georges Bush avait déjà décidé que l'opération aérienne se ferait le 1er janvier ; il avait même décidé, à ce moment-là, que l'on donnerait un sursis de quinze jours, pour que les bonnes âmes occidentales puissent dire : "Ecoutez, encore un instant avant de passer à l'attaque", et il a décidé que, dans le mois qui suivrait, on passerait à l'attaque terrestre — cela, dès le mois de septembre !

Un porte-avions avec un moteur vespa

Et nous, dès ce moment-là, nous avons d'abord envoyé notre

porte-avions, avec un moteur de vespa, pour faire des ronds dans l'eau. Puis, tout d'un coup, pour nous qui avons accepté naguère que beaucoup de nos ambassades soient brûlées sans jamais réagir, la résidence de l'ambassadeur de France au Koweït devient sacrée : nous réagissons militairement, nous nous lançons dans une escalade et voilà que "la logique de guerre" apparaît, parole malheureuse, évidemment, de la part du Président de la République, car s'il est possible de céder à cette logique, on ne dit pas que l'on va agir selon une logique de guerre ! Nous nous lançons donc dans cette logique et la Présidence de la République se transforme en PC de général de brigade. En même temps, nous manifestons mille réticences ; selon l'habitude, on dépêche des émissaires dans toutes les directions, car il ne faut pas que la parole de la France soit une parole claire ! Le public ne s'y reconnaîtrait pas ! On assiste alors à une montée en puissance du commandement élyséen de la brigade : pas moins de huit conférences de presse pour expliquer au public ce qui allait se passer et le public, flatté d'être pris à témoin, approuve. On lui fait aussi avaler l'abandon du Liban qui aurait été entièrement fondé sur le plan du droit international. La France, d'ailleurs, avait abandonné le Liban depuis longtemps, nonobstant les discours. Alors pourquoi cette dernière comédie de conformité au droit international ?

Nous avons déjà replié tout ce qui pouvait être significatif, après des expériences tout à fait misérables : la première, avec les Nations Unies, dans le cadre de la FINUL, où nous avons le contingent le plus nombreux dans cette force vouée à l'impuissance et qui a regardé passer les invasions sur le Liban, dans tous les sens. Puis, au moment de l'intervention des Etats-Unis — qui vient dans la foulée de l'invasion israélienne — nous nous mettons à la remorque de la politique américaine, qui détruit le Liban, et nous nous mettons à défendre les intérêts américains, "essentiels" disait le président Reagan. Puis, Reagan oublie ces intérêts essentiels parce que des dizaines de malheureux ont perdu leur vie et parmi eux des parachutistes français, que nous avons envoyés dans une opération qui n'avait ni queue ni tête et que nous avons été enterrer très dignement par la suite. Finalement, les Américains décident de se retirer, sans même nous prévenir mais en nous demandant un service : sauver Arafat ; lui permettre d'évacuer le Liban et le réinstaller en Tunisie. Voilà ce que fut la politique française au Liban. Pour conclure ce long

fourvoisement, une conférence de presse du président de la République pour justifier les accords de Taëf, achetés et payés à des députés libanais qui n'avaient pas été réélus depuis 26 ans et qui livraient le Liban à l'occupation sans terme par la Syrie et par Israël subséquemment. Telle était la légalité de droit international.

Comment la France voit-elle le monde arabe et musulman, cette zone qui s'étend de l'Atlantique jusqu'à la Mer de Chine, qui comporte un milliard d'hommes musulmans et, en son centre, 200 millions d'Arabes ? Est-ce que cette zone, dans le regard et dans la réflexion de la France et de ses citoyens, doit rester sous tutelle perpétuelle, non du monde occidental, mais des Etats-Unis ? Si nous répondons oui, notre politique est claire et le président de la République est tout à fait justifié de s'être associé à cette aventure américaine au Proche-Orient, où nous n'avions aucun intérêt à défendre. La vision française a pourtant été une vision d'expérience. En 1955,) la Conférence de Bandoeng, les pays du Tiers-Monde s'ébrouent et réclament leur liberté formelle, d'abord politique. En 1965, la France se défait de son empire colonial. Et le siècle ne se terminera pas avec un système dans lequel une ou deux grandes puissances impériales, continueront à faire la loi dans cette région du monde. Mais la France, pays des droits de l'homme, pays de Montesquieu et de Descartes, inspirée par Grotius, va-t-elle se résoudre à dire Non ? Les peuples qui ont droit à la liberté ne vivent sous tutelle que s'ils veulent bien s'y placer.

Pour qui agissons-nous, avec qui agissons-nous et quelle est notre vision ? L'opération du Golfe a été une association d'Etats ayant leur raisons et leurs motivations. Entre l'attitude de la France et la vision que le monde arabe a parfois de la France, la marge est grande. Nous avons oublié que ce monde arabe assimile la France aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et aux droits de l'homme et nous avons trahi cette image pour rien, pour la gloriole d'accompagner Georges Bush dans une opération militaire, accélérée par son calendrier de politique intérieure. Mais fallait-il ainsi se renier, oublier ce en quoi l'on a cru, oublier l'enseignement donné à nos enfants, alors que la France s'honorait depuis quelques années de n'être en guerre avec personne ? Est-ce parce que l'on a une armée qu'il faut s'empresse de s'en servir ? Quand on n'a pas de moyens d'intervention, on n'intervient pas et on cherche d'autres moyens, plus subtils que les forces armées, pour intervenir. J'en reviens à ces deux questions

fondamentales : sommes-nous voués à vivre dans un monde impérialiste ? Ou sommes-nous là pour le décourager ? Accessoirement, sommes-nous pour le droit des peuples ou sommes-nous pour les petits complots, les petites combines entre Etats ? D'autre part, nous Européens avons voulu une Europe démocratique, avec des Etats démocratiques et nous avons admis les Etats candidats une fois qu'ils ont apporté les preuves de leur caractère démocratique. C'est là que réside la deuxième trahison que nous avons collectivement commise au cours de ces derniers mois. Mais, je comprends le président de la République. Il est là, il est responsable, il était porté par les sondages dans une sorte d'hystérie collective. C'est cela qui me navre le plus. On a mêlé dans cette hystérie collective notre naïveté vis-à-vis des propagandes extérieures et nos rancœurs vis-à-vis de notre passé mal digéré. Bref, nous nous sommes associés à un massacre qui n'était pas nécessaire, pour ramener le déraisonnable Saddam Hussein à la raison.

D'ailleurs, qui va devenir la bras séculier des Etats-Unis dans le Golfe ? Voilà encore une vraie question. Cela peut-être, en effet, l'Egypte. Mais pas l'Arabie Saoudite dont les qualités militaires n'ont pas été évidentes. Ce pourrait être l'Iran, mais le Shah d'Iran ne peut être ressuscité. Ce peut être l'Irak, pourquoi pas ? Un Irak dont Saddam Hussein aurait le bon sens d'adopter un profil bas et qui professerait une admiration sans borne pour la puissance américaine. Il serait, comme il était hier, le bouclier de l'Occident contre les prétentions des intégristes iraniens. L'Occident n'a pas été innocent dans cette guerre de huit ans : il avait encouragé Saddam Hussein à monter des opérations contre l'Iran. La France va-t-elle seconder une semblable politique, participant à des opérations occultes dans une zone que, ni de près ni de loin, nous ne sommes capables de contrôler ?

Ce texte est fondé sur l'intervention de Michel Jobert faite au colloque déjà évoqué page 133.